

18 décembre 2025.

Monsieur le Ministre,
Ministère fédéral de l'Éducation,
Complexe du Secrétariat fédéral, Phase III, Shehu Shagari Way, Garki,
Abuja, FCT.

Madame,

**DEMANDE DE COLLABORATION : TIRER LE MEILLEUR PARTI DE L'ORGANISATION CONJOINTE PAR LE
NIGÉRIA DE LA RÉCUPÉRATION DE FONDS DU GPE EN 2026**

Nous, les organisations de la société civile nigérianes soussignées, nous réjouissons d'apprendre que le gouvernement du Nigeria co-organisera, avec l'Italie, la prochaine campagne de reconstitution des ressources [du Partenariat mondial pour l'éducation](#) (GPE) au milieu de l'année 2026. Il sera important que le gouvernement du Nigeria saisisse cette occasion pour à la fois renforcer ses engagements nationaux en matière de financement de l'éducation et faire avancer un programme stratégique de financement de l'éducation sur la scène internationale.

Lors de la dernière reconstitution des ressources du GPE, co-organisée par le Kenya et le Royaume-Uni, le président Kenyatta avait élaboré une [déclaration des chefs d'État sur le financement de l'éducation](#) ; il serait donc logique que le gouvernement nigérian fasse de même, en mobilisant les engagements et les promesses de dons des gouvernements partenaires du GPE à travers le monde.

[L'appel à l'action sur le financement de l'éducation](#), adopté lors du **Sommet des chefs d'État des Nations unies sur la transformation de l'éducation (TES)** en 2022, devrait constituer un point de référence logique et essentiel pour définir ces nouveaux engagements. Cet appel souligne l'importance de prendre des mesures en matière de fiscalité, de dette et de masse salariale du secteur public pour transformer le financement de l'éducation. Le TES a été la réunion mondiale sur l'éducation la plus importante jamais organisée et a défini un programme crucial sur le financement de l'éducation, que le gouvernement nigérian pourrait faire avancer de manière stratégique dans la perspective et lors de la reconstitution des ressources du GPE en 2026 :

- **En matière fiscale**, l'appel à l'action du TES invite les gouvernements à « *s'engager à atteindre un ratio fiscal adéquat par rapport au PIB, comme requis, grâce à des réformes fiscales ambitieuses et progressives, assorties d'engagements concrets en faveur du financement des investissements dans l'éducation* ». Il a également appelé la communauté internationale à « *donner la priorité aux actions mondiales en matière fiscale, en soutenant les réformes internationales susceptibles d'aider les pays à accroître leurs recettes fiscales de manière rapide et progressive* », notamment par le biais « *d'une action mondiale contre les niches fiscales, d'accords sur un registre mondial des actifs, de la réduction des flux financiers illicites, de la lutte contre la fiscalité commerciale inéquitable, de la lutte contre les paradis fiscaux et de la promotion d'un processus visant à établir des règles fiscales mondiales équitables* ». Le **Nigeria** a récemment approuvé une nouvelle loi fiscale susceptible d'augmenter considérablement le financement de l'éducation, et le gouvernement pourrait encourager d'autres pays à prendre des engagements visant à accroître les recettes fiscales par le biais de réformes fiscales progressives, ce qui constituerait l'un des principaux moyens de transformer de manière durable les ressources disponibles pour l'éducation. Le Nigeria a également été à l'avant-garde pour faire adopter par l'Assemblée générale des Nations unies une convention fiscale des Nations unies et pourrait faire des déclarations importantes pour souligner l'importance d'accélérer les négociations sur cette convention en 2026 afin d'établir des règles fiscales mondiales plus équitables – en mettant en avant à quel point cela est essentiel pour transformer le financement de l'éducation partout dans le monde.

- **En ce qui concerne la DETTE**, l'appel à l'action du TES était très clair sur la nécessité de s'attaquer au problème de la dette si l'on veut que les pays puissent financer une éducation publique de qualité. Il exhortait la communauté internationale à « *soutenir les mesures d'allègement, de restructuration et, dans certains cas, d'annulation de la dette pour tous les pays qui consacrent plus de ressources au service de la dette qu'à l'éducation* ». Il a également appelé les gouvernements à contribuer à « *réviser l'architecture financière et de la dette internationale [...] notamment en supprimant les conditionnalités qui exigent une réduction des dépenses d'éducation comme condition préalable à l'obtention de nouveaux financements* ». Le **Nigeria** consacre actuellement plus de ressources au service de sa dette extérieure qu'à l'éducation – et le niveau d'endettement constitue l'un des principaux obstacles à l'augmentation des dépenses d'éducation. Avec 54 pays en crise de la dette et 50 % de l'ensemble des pays à faible revenu consacrant plus de ressources au service de la dette qu'à l'éducation, il s'agit d'un problème récurrent qui nécessite une attention urgente. Le gouvernement nigérian pourrait appeler d'autres gouvernements à unir leurs forces pour réclamer une restructuration audacieuse de la dette, l'annulation de la dette et une refonte de l'architecture de la dette comme moyens essentiels pour progresser dans le financement de l'éducation. Lors du Sommet des Nations unies sur le financement du développement qui s'est tenu à Séville en juin 2025, le Nigeria s'est joint à d'autres nations africaines pour réclamer une Convention-cadre des Nations unies sur la dette souveraine. Cette initiative a été bloquée dans le document final consensuel de Séville, mais le Nigeria pourrait souligner l'importance de faire avancer ce dossier pour soutenir le financement de l'éducation – par exemple en appelant tous les gouvernements partenaires du GPE à soutenir un vote en faveur d'une convention des Nations unies sur la dette lors de l'Assemblée générale des Nations unies (si tout va bien, plus tard en 2026).
- **Concernant l'AUSTERITÉ et les ENSEIGNANTS**, l'appel à l'action lancé par le TES invitait la communauté internationale à : « *exhorter le Fonds monétaire international (FMI) et les autres institutions financières internationales à s'attaquer aux obstacles, tels que les contraintes salariales dans le secteur public, qui empêchent d'augmenter les dépenses consacrées à l'éducation ; et à promouvoir des politiques permettant un recrutement massif de nouveaux enseignants professionnels partout où il y a des pénuries.* » Ce programme a été renforcé par les recommandations finales du [Groupe de haut niveau sur la profession enseignante du Secrétaire général des Nations unies](#) en 2024. Le **Nigeria** souffre depuis de nombreuses années des conseils politiques coercitifs du FMI – visant à réduire ou à geler la masse salariale du secteur public – qui ont un impact dévastateur sur la capacité à recruter davantage d'enseignants, malgré la pénurie de personnel enseignant. Le gouvernement nigérian pourrait demander au FMI de soutenir une augmentation active du pourcentage du PIB consacré à la masse salariale du secteur public afin de remédier à la pénurie d'enseignants, et l'inviter à s'engager dans un dialogue soutenu avec la communauté éducative mondiale (ce que le FMI continue d'éviter).

Il est logique que l'initiative des chefs d'État en faveur de la reconstitution des ressources du GPE, menée par le Nigeria, mette l'accent sur le programme stratégique plus large en matière de financement qui a été convenu lors du Sommet sur la transformation de l'éducation. Cela offre au Nigeria un cadre positif lui permettant de se faire le champion des transformations dans le financement de l'éducation. Bien entendu, toute déclaration collective des gouvernements partenaires devrait également **appeler les donateurs à maintenir ou à renforcer leurs engagements envers le GPE**, en leur rappelant l'objectif de 0,7 % du RNB pour l'APD et le critère du Sommet sur la transformation de l'éducation selon lequel 20 % de l'aide devrait être allouée à l'éducation – et en réaffirmant l'importance des principes d'efficacité de l'aide.

Si cela constitue une occasion de soulever des questions stratégiques sur la scène mondiale, c'est aussi le moment pour le gouvernement nigérian de renforcer ses propres engagements nationaux en matière de financement de l'éducation, par exemple en prenant des engagements liés au [cadre des 4 S](#) :

- Augmenter la **part** du budget fédéral consacrée à l'éducation et encourager les gouvernements des États nigériens à consacrer au moins 20 % de leur budget annuel à l'éducation
- Augmenter le **montant** global du budget de l'État (par des mesures fiscales, de désendettement et d'austérité)
- Renforcer la **ciblée** des dépenses en matière d'éducation – afin d'atteindre les personnes les plus exclues et marginalisées, notamment les filles et celles qui se marient précocement ou qui sont enceintes

- Renforcer le **contrôle** des dépenses d'éducation – par exemple par le biais d'audits indépendants, du suivi communautaire des budgets, du suivi de l'intégration des personnes handicapées, etc. – afin de s'assurer que les fonds parviennent bien à leur destination, en particulier dans les communautés marginalisées.

Nous nous réjouissons à l'idée d'un dialogue soutenu avec le gouvernement nigérian sur la manière de tirer le meilleur parti de cette opportunité historique pour le Nigeria de jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale de l'éducation, et nous serions ravis de vous rencontrer en janvier 2026 pour discuter des options stratégiques visant à renforcer l'impact durable de la prochaine campagne de reconstitution des ressources du GPE.

Cordialement

ActionAid

CSACEFA – Campagne de la société civile pour l'éducation pour tous

Syndicat nigérian des enseignants

Campagne mondiale pour l'éducation

Fonds Malala,

Association nationale conjointe des personnes handicapées Plan International

Youth Hub Africa

Initiative d'aide à l'accès à l'éducation en milieu

rural Initiative « Stand with A Girl Child »

Initiative de développement en matière de genre et de communication participative BudgIT

Initiative de soutien à la lutte contre les violences sexuelles Invictus Africa

Centre pour les technologies de l'information et le développement Initiative « Black Girl's Dream »

Initiative pour le développement d'un réseau d'action éducative

Réseau des jeunes leaders

Initiative « Bridge Connect Africa » Le projet « Inclusion »

Initiative pour la santé et l'éducation des femmes, des enfants et des jeunes Initiative « Zenith of the Girl Child and Women »

Soutenez l'éducation comme un vaccin

Campagne « Step Up

Nigeria » de la Mission

chrétienne pour les aveugles en faveur de l'éducation

Réseau des adolescents du Centre pour les droits économiques et sociaux

Initiative d'autonomisation Isa Wali (IWEI)

Association caritative ACE

Fondation Unique Care and Support (CASFOD)